



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE L'ESSONNE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS



SPECIAL OCTOBRE 2006 N°3

ISSN 0758 3117



PREFECTURE DE L'ESSONNE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SPECIAL OCTOBRE 2006 N°3

L'intégralité du présent recueil a fait l'objet d'une publication et d'un affichage le 2 novembre 2006 dans les locaux de la préfecture, et des sous-préfectures de Palaiseau et Etampes. Il est également consultable sur le site Internet de la Préfecture (www.essonne.pref.gouv.fr)

ISSN 0758 3117

**DIRECTION DE LA
COORDINATION
INTERMINISTERIELLE**

Page 3 – ARRETE N° -PREF-DCI/2-130 du 18 octobre 2006 portant délégation de signature à Bernard LAFFARGUE, Ingénieur Général des Ponts et Chaussées, Directeur Départemental de l'Équipement,

DIVERS

Page 31 - DELEGATION DE SIGNATURE du 1^{er} juin 2006 du Directeur général de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Essonne à plusieurs de ses collaborateurs

Page 35 - DELEGATION DE SIGNATURE Temporaire du 16 juin 2006 du Directeur général de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Essonne à M. Patrice MELLIERE

**DIRECTION DE LA
COORDINATION
INTERMINISTERIELLE**

ARRETE

N° -PREF-DCI/2-130 du 18 octobre 2006

portant délégation de signature à Bernard LAFFARGUE, Ingénieur Général des Ponts et Chaussées,
Directeur Départemental de l'Equipement,

LE PREFET DE L'ESSONNE

VU le code de la route ;

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le code de l'expropriation ;

VU le code du domaine de l'Etat ;

VU le code de la justice administrative ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code de la santé publique ;

VU le code général des impôts ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée et complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret n° 66-614 du 20 août 1966 relatif à l'organisation des services de l'Etat dans la région parisienne ;

VU le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997, relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU le décret du 23 mai 2006 portant nomination de Monsieur Gérard MOISSELIN, Préfet, en qualité de Préfet de l'Essonne ;

VU le décret n° 2004-320 du 8 avril 2004 relatif aux attributions du Ministre de l'Equipement, des Transports, de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de la Mer ;

VU l'arrêté du 4 avril 1990 modifié par l'arrêté du 8 décembre 1991 portant délégation de pouvoir en matière de gestion de certains personnels des services extérieurs du Ministère de l'Equipement, du Logement, des Transports, et de la Mer ;

VU l'arrêté du 30 janvier 2004 du Ministre de l'Equipement, des Transports, du Logement, nommant Bernard LAFFARGUE, Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées en qualité de Directeur Départemental de l'Equipement de l'Essonne à compter du 2 février 2004 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2006-PREF-DCI/2-079 du 12 juin 2006, portant délégation de signature à Bernard LAFFARGUE, Ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, Directeur Départemental de l'Equipement,

Sur la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Essonne,

A R R E T E

Article 1er : Délégation de signature est consentie à Monsieur Bernard LAFFARGUE, Directeur Départemental de l'Equipement, à l'effet de signer les actes, décisions et documents prévus aux articles ci-dessous, dans le cadre de ses attributions et compétences.

CODE	DESIGNATION DES ACTES	BASE JURIDIQUE
CHAPITRE I - ADMINISTRATION GENERALE		
a) personnel		
1 a 1	- Gestion du personnel titulaire, non titulaire et stagiaire dans la limite des compétences octroyées par le décret du 6 mars 1986.	Décret 86-351 du 6 mars 1986
1 a 2	- Affectation à un poste de travail des agents recrutés sur contrat de toutes catégories.	Décret 86-351 du 6 mars 1986 et arrêté du 04 avril 1990
1 a 3	- Recrutement - nomination - gestion des fonctionnaires de catégorie C.	Décret 86-351 du 6 mars 1986 modifié
1 a 4	- Nomination - mutation - avancements d'échelon des contrôleurs des travaux publics de l'Etat.	Décret 88-399 du 21 avril 1988 modifié
1 a 5	- Nomination et gestion des conducteurs de travaux publics de l'Etat.	Décret 66-900 du 18 novembre 1966
1 a 6	- Nomination et gestion des agents d'exploitation et chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat.	Décret 91-593 du 25 avril 1991

1 a 7	- Gestion des fonctionnaires stagiaires.	Décret 94-874 du 7 octobre 1994
1 a 8	- Octroi aux fonctionnaires catégories A, B, C et D des congés attribués en application de l'article 34 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, à l'exception des congés de longue durée pour maladie contractée dans l'exercice des fonctions.	Décret 86-351 du 6 mars 1986, arrêtés n° 88-2153 du 2 juin 1988, n° 89-2539 du 2 octobre 1989 et arrêté du 4 avril 1990.
1 a 9	- Congés annuels	Décret 84-972 du 26 octobre 1984.
1 a 10	- Congés divers :	Loi du 11 janvier 1984 modifiée
1 a 10a	- congé de maladie	
1 a 10b	- congé longue maladie à l'exception de celui qui nécessite l'avis du comité médical supérieur	
1 a 10c	- congé occasionné par un accident de travail ou une maladie professionnelle	
1 a 10d	- congé longue durée à l'exception de celui qui nécessite l'avis du comité médical supérieur	
1 a 10e	- congé maternité ou adoption	
1 a 10f	- congé de paternité	
1 a 10g	- congé parental	
1 a 10h	- congé formation professionnelle	
1 a 10i	- congé formation syndicale et organisation syndicale	
1 a 10j	- congé pour participer aux activités des organisations de jeunesse et populaire, de fédérations et des associations sportives et de plein air légalement constituées destinées à favoriser la préparation, la formation ou le perfectionnement de cadres et animateurs.	
1 a 10k	- congé bonifié	
1 a 10l	- congé pour période d'instruction militaire	Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 décret n° 86-83 du 17 janvier 85
1 a 10m	- congé susceptible d'être accordé aux fonctionnaires réformés de guerre	Article 41 de la loi du 19 mars 1928
1 a 11	- Octroi des autorisations spéciales d'absence prévues en application de l'instruction n° 7 du 23 mars 1950 pour l'application du statut de la fonction publique aux fonctionnaires de catégorie A, B, C et D à l'exception de celles prévues au chapitre III de ladite instruction	
1 a 12	- Octroi des autorisations spéciales d'absence :	Chapitre III de l'instruction n° 7 du 23 mars 1950 prise pour l'applications du statut de la fonction publique
1 a 12 a	- Pour la participation aux travaux des assemblées électives et des organismes professionnels, liée à l'exercice de mandats politiques	Circulaire FP 901 du 23 septembre 1967
1 a 12 b	- Pour exercice du droit syndical	Décret 82-447 du 28 mai 1982 modifié
1 a 12 c	- Pour les événements de famille et en cas de cohabitation avec une personne atteinte de maladie contagieuse.	
1 a 12 d	- Pour soigner un enfant malade	Circulaire FP 1475 du 20 juillet 1982
1 a 12 e	- A l'occasion de fêtes religieuses	Circulaire FP 901 du 23 septembre 1967
1 a 12 f	- Pour examens médicaux	Décret 82-453 du 28 mai 1982

1 a 13	- Octroi aux agents non titulaires de l'Etat des congés énumérés aux 1a9 et 1a10 dans la limite de ceux octroyés par le décret du 17 janvier 1986.	Décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 et 98-158 du 11 mars 1998
1 a 14	- Octroi des congés de maladie ordinaire aux personnels stagiaires.	Circulaire FP n° 1268 bis du 3 décembre 1976
1 a 15	- Gestion des accidents de service	Article 34 de la loi du 11 janvier 1984
1 a 16	- Liquidation des droits des victimes d'accident de travail	Circulaire A 31 du 19 août 1947
1 a 17	- Décision relative à l'attribution des points de nouvelle bonification indiciaire de la 6ème et 7ème tranche	Décret du 7 décembre 2001
1 a 18	- Octroi des autorisations d'accomplir un service à temps partiel et réintégration à temps plein à l'issue de cette période	Décret n° 82-624 du 20 juillet 1982 notifié par décret 02/1989 du 28 novembre 2002
1 a 19	- Décision sur les demandes présentées par les agents de l'Etat de la Direction Départementale de l'Equipement, en vue de bénéficier d'autorisations pour l'exercice d'activités extra-professionnelles, telles que celles concernant des missions d'arbitrage et des fonctions d'expertise ou d'enseignement	Décret-loi du 29 octobre 1936 modifié
1 a 20	- Octroi de disponibilité aux fonctionnaires :	(Art 43 et 47 du décret 85-986 du 16 septembre 1985)
1 a 20a	- à l'expiration des droits statutaires à congé de maladie, à l'exception des cas nécessitant l'avis du comté médical Supérieur	Décret n° 86-83 du 17 janvier 86
1 a 20b	- pour donner des soins au conjoint, à un enfant ou à un ascendant à la suite d'un accident ou d'une maladie grave	
1 a 20c	- pour élever un enfant âgé de moins de 8 ans	
1 a 20d	- pour donner des soins à un enfant à charge, au conjoint ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne	
1 a 20e	- pour suivre le conjoint lorsque celui-ci est astreint à établir sa résidence habituelle, en raison de sa profession, en un lieu éloigné du lieu d'exercice des fonctions du fonctionnaire.	
1 a 21	- Tous les actes concernant les personnels non titulaires employés à la DDE (sur contrat local ou règlement intérieur en date du 1er août 1966)	
1 a 22	- Tous les actes découlant des contrats locaux et règlement intérieur relatifs aux surveillants et ouvriers auxiliaires de travaux	
1 a 23	- Tous les actes découlant de l'application du décret 86-83 du 17 janvier 1986 modifié, relatif à la protection sociale des agents non titulaires de l'Etat appliquée aux agents régis par les règlements visés ci-dessus	Décret 86-83 du 17 janvier 1986 modifié
1 a 24	- Octroi aux agents non titulaires des congés parentaux pour élever un enfant de moins de huit ans ou atteint par une infirmité exigeant des soins continus, des congés pour raisons familiales en application des articles 19, 20 et 21 du décret du 17 janvier 1986 modifié et des congés non rémunérés.	Décret 86-83 du 17 janvier 1986 arrêté 89-2539 du 2 octobre 1989

1 a 25	- Octroi aux fonctionnaires stagiaires des congés prévus par le décret n° 94-874 du 7 octobre 1994, des congés sans traitement et du congé post natal attribués en application des articles 6 et 13 du décret du 13 septembre 1949 modifié et des congés de longue maladie et de longue durée	Décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 modifié par décret n° 2003-67 du 20 janvier 2003
1 a 26	- Notification individuelle de maintien dans l'emploi des personnels en cas de grève	Loi n° 63-777 du 31 juillet 1963 circulaire du 22 septembre 1961
1 a 27	- Autorisations de conduite des engins spéciaux	
1 a 28	- Tous actes concernant la procédure disciplinaire	Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983. Décret n° 84-961 du 25 octobre 1984.
	b) responsabilité civile	
1 b 1	- Règlements amiables des dommages matériels causés par l'Etat à des particuliers (inférieur à 7 650 €)	Circulaire 96-94 du 30 décembre 1996
1 b 2	- Règlements amiables des dommages subis ou causés par l'Etat du fait d'accidents de la circulation	Arrêté du 30 mai 1952
	c) gestion des bâtiments appartenant à l'Etat et affectés à la DDE	
1 c 1	- Tous actes de gestion relatifs à la concession de logement	Arrêté du 13 mai 1957
	d) gestion du matériel	
1 d 1	- Tous actes de gestion du matériel (y compris réforme ou aliénation) sous réserve de l'accord du service des domaines	
	e) ordres de mission	
1 e	- Tout ordre de mission pour les déplacements professionnels des agents de catégorie A, B et C et ouvriers de parc.	
1 e 1	- Pour les déplacements à l'intérieur du département	
1 e 2	- Pour les déplacements hors du département et en Ile de France	
1 e 3	- Pour les déplacements hors d'Ile de France	
1 e 4	- Pour les déplacements nécessitant un transport extraordinaire	
	f) Fixation du tarif de vente des publications et documents divers	
1 f	- fixation du tarif de vente des publications et documents divers	arrêté interministériel du 21 octobre 1993 habilitant le Préfet à instituer des régies de recettes et des régies d'avance auprès des directions départementales de l'Equipement
CHAPITRE II - ROUTES ET CIRCULATION ROUTIERE		
	a) Gestion et conservation du domaine public routier	

2 a 1	- Autorisation d'occupation temporaire du sol	L.23 et 29, R.53, A.12 et 30 du code du domaine de l'Etat - L 212-2 du code de la voirie routière.
2 a 2	- Autorisation d'occupation temporaire ou d'établissement de pistes d'accès pour l'implantation de distributeurs de carburants :	L 121-1 et L 121-2 du code de la voirie routière et article L 28 du code du domaine de l'Etat, L 123-8 et R 123-5 du code de la voirie routière.
2 a 2a	- sur le domaine public	
2 a 2b	- sur des terrains privés	
2 a 3	- Autorisation d'emprunt du sous-sol par des canalisations diverses (branchements et conduites de distribution d'eau et d'assainissement, de gaz et d'électricité, de lignes de télécommunications...)	Circulaire du 9 octobre 1968 L 113-2 du code de la voirie routière
2 a 4	- Autorisation de modification ou de réparation d'aqueduc, tuyaux ou passages sur fossés	L 115-1 et R 115-4 du code de la voirie routière
2 a 5	- Délivrance des arrêtés d'alignement	L.112 du code de la voirie routière
2 a 6	- Délivrance des alignements et des autorisations de voirie à la limite des emprises des routes nationales lorsque cette limitation a été régulièrement déterminée et se confond avec l'alignement approuvé	Décret 64-607 du 24 juin 1964 L 112-1, L 113-2 et R 112-1 et suivants du code de la voirie routière
2 a 7	- Signature des conventions relatives à la gestion du domaine public	
2 a 8	- Autorisation d'établissement ou de modification des saillies sur les murs de face des immeubles	L 112-5 et R 112-3 du code de la voirie routière
2 a 9	- Autorisation de construction, de modification ou de réparation de trottoirs régulièrement autorisés	L 115-1 et R 115-4 du code de la voirie routière
2 a 10	- Autorisation de tous travaux sur les propriétés en saillie ou en retrait sur les limites régulièrement déterminées de la voie publique, non assujetties à la servitude de reculement	L 115-1 et R 115-4 du code de la voirie routière
2 a 11	- Autorisation de chantier sur le domaine public sauf en cas de désaccord avec le maire de la commune intéressée	L 121-1 et L 121-2 du code de la voirie routière et L 28 du code du domaine public
	b) Exploitation des routes	
2 b 1	- Établissement des barrières de dégel et réglementation de la circulation pendant la fermeture	R.411-20 du code de la route
2 b 2	- Autorisation de circulation malgré les barrières de dégel	
2 b 3	- Autorisation de transports exceptionnels	R.433-1 à R 433-4 du code de la route
2 b 4	- Interdiction ou réglementation de circulation des véhicules poids lourds	R 411-18 du code de la route
2 b 5	- Interdiction ou réglementation de la circulation à l'occasion de travaux routiers	
2 b 6	- Interdiction ou réglementation de la circulation à l'occasion de travaux, enquêtes de circulation, fermetures temporaires de routes à l'exclusion de tournages de films ou d'épreuves et compétitions sportives	R.225 du code de la route
2 b 7	- Réglementation de la circulation sur les ponts	R 422-4 du code de la route
2 b 8	- Circulation d'ensemble de véhicules comprenant une ou plusieurs remorques	R.433-8 du code de la route
2 b 9	- Autorisation spéciale de circulation des personnels, véhicules et matériels des administrations et entreprises appelées à travailler sur autoroutes	R.432-7 du code de la route
2 b 10	- Dérogations exceptionnelles aux dispositions de l'arrêté ministériel du 21 juin 1978 interdisant l'utilisation des pneus à crampons par des véhicules d'un PTC supérieur à 3 T 5	R 314-3 du code de la route

2 b 11	- Restriction d'accès à certaines portions du réseau routier et dérogations aux interdictions de circulation des véhicules de transport de marchandises	Arrêté Intérieur, Equipement, Transport du 22 décembre 1994
2 b 12	- Autorisation de chargement de déchets hospitaliers dans les véhicules stationnés sur la voie publique	Circulaire du 16 mai 1997 du ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Equipement et des Transports
2 b 13	- Autorisation d'exécution d'abattage d'arbres en bordure des routes nationales.	
2 b 14	- Actes portant sur la réalisation des opérations techniques liées à l'exploitation, à l'entretien et à la sécurité des tunnels	Décret n° 82-389 du 11 mai 1982 circulaire n° 2000-63 du 25 août 2000
c) Travaux routiers		
2 c 1	- Autorisation de pénétrer dans les propriétés privées à l'exclusion des maisons d'habitation pour l'exécution de travaux publics	Loi du 29 décembre 1892 et loi du 6 juillet 1943 article 1
2 c 2	- Approbation technique des avant-projets sommaires et des avant-projets détaillés des opérations de voirie des catégories II et III après approbation préfectorale du dossier d'inscription	Décret n° 70-1222 du 23 décembre 1970
2 c 3	- Approbation technique de projets des opérations d'investissements routiers	Circulaire n° 94-56 du 5 mai 1994
2 c 4	- Tous les actes et décisions autres que les marchés relatifs à la procédure d'exécution des travaux	
d) Acquisitions foncières - expropriations		
2 d 1	- Voirie nationale et opérations dont l'Etat est le maître d'ouvrage, y compris les autoroutes et voies express :	L.11-1 à L.11-7 et suivants du code de l'expropriation - loi n° 83-620 du 12 juillet 1983 et décret n° 85-453 du 23 avril 1985 et n° 93-245 du 25 février 1993
2 d 2	- Approbation d'opérations domaniales : approbation, dans la limite des dépenses autorisées concernant les opérations domaniales dont la nomenclature figure à l'article 1 de l'arrêté du 4 août 1948 du Ministre des Travaux Publics	Arrêté du 23 décembre 1970
2 d 3	- Autorisation d'acquiescer se rapportant aux acquisitions foncières anticipées d'un montant inférieur à 30.490 € (200.000 F) pour les opérations dont le principe de réalisation a été arrêté par l'Etat	
2 d 4	- Approbation des documents d'arpentage concernant les acquisitions foncières	
2 d 5	- Remise à l'administration des domaines de terrains devenus inutiles au service dans les conditions fixées par l'alinéa f de l'article 2 de l'arrêté du 4 août 1948	
2 d 6	- Signature des conventions d'occupation à titre précaire des immeubles acquis dans le cadre de projets routiers	
2 d 7	- Formalités prévues par les textes régissant la publicité foncière	Décret n° 55-22 du 4 janvier 1955
2 d 8	- Tous les actes relatifs aux immeubles et aux terrains dont la gestion a été confiée à la DDE	
e) Publicité		
2 e 1	- Procédures administratives relatives à la publicité, aux enseignes et aux pré enseignes (sauf recouvrement de l'astreinte, de l'amende administrative et de l'exécution d'office).	Loi du 29 décembre 1979 modifiée par la loi n° 85-729
2 e 2	- Poursuites pénales - saisine du ministère public et présentation devant le tribunal d'observations orales et écrites en la matière	du 18 juillet 1985 et par la loi n° 95-101 du 2 février 1995

CHAPITRE III - TRANSPORTS ROUTIERS		
3 a 1	- Délivrance des certificats d'inscription, de prorogation et de radiation du registre des transporteurs publics de personnes	Décret N° 63-577 du 15 juin 1963, décret n° 85-891 du 16 août 1985
3 a 2	- Autorisation exceptionnelle de transport des voyageurs	
3 a 3	- Autorisation pour les transports d'intérêt général en cas de circonstances exceptionnelles	
3 a 4	- Location de véhicules pour le transport routier de marchandises (signature des conventions)	Arrêtés du 26 septembre 1963 et du 30 avril 1964
3 a 5	- Création du périmètre de transports urbains	
3 a 6	- Visa et certification des contrats de transports scolaires autorisés par arrêté préfectoral	
3 a 7	- Autorisation d'accès à la profession	Loi du 30 décembre 1982 modifiée - Décret du 16 août 1985
3 a 8	- Création de services spéciaux de transports publics routiers réservés aux élèves	Décret du 4 mai 1973
3 a 9	- Autorisations exceptionnelles de circulation hors des périmètres urbains	Décret du 14 novembre 1949 modifié par décret du 4 mai 1973
3 a 10	- Dérogations exceptionnelles aux restrictions imposées à la circulation des poids lourds pour le transport des matières dangereuses	Arrêté du 10 janvier 1974 modifié
CHAPITRE IV - CONSTRUCTION ET HABITAT		
a) Logement		
4 a 1	- Décisions relatives à la transformation et changement d'affectation de locaux ainsi que délivrance de certificats d'affectation	L.631-7 et L 631-7-2 Code de la construction et de l'habitation
4 a 2	- Attribution aux bâtiments d'habitation d'un label "confort acoustique"	Arrêté ministériel du 10 février 1972 article 18
4 a 3	- Attribution de subvention pour suppression d'insalubrité par travaux	R.523.1 à 523.12 Code de la construction et de l'habitation
4 a 4	- Attribution de primes à l'amélioration de l'habitat	L 322-1 à 322-3 et R 322-1 à R 322-17 Code de la construction et de l'habitation
4 a 5	- Attribution des subventions de l'Etat à l'amélioration des logements locatifs sociaux (PALULOS)	Décret 87.1113 du 24 décembre 1987 - Code de la Construction et de l'habitation articles R.323.1 à R.323.11
4 a 6	- Autorisation du dépassement du plafond de travaux pris en considération pour l'octroi de la PALULOS	R.323.6 Code de la construction et de l'habitation
4 a 7	- Dérogation aux règles d'antériorité et de délai relatives à l'octroi de la PALULOS	R.323.8 Code de la construction et de l'habitation
4 a 8	- Dérogation à la date d'achèvement des immeubles pouvant faire l'objet d'une décision PALULOS	R.323.3 Code de la construction et de l'habitation
4 a 9	- Dérogation aux taux de la subvention PALULOS	R.323.7 Code de la construction et de l'habitation

4 a 10	- Dérogation aux normes minimales d'habitabilité notamment après octroi de la décision PALULOS	Article 2 de l'arrêté du 30 décembre 1987 relatif à la nature des travaux pouvant être financés par la subvention à l'amélioration des logements locatifs sociaux ; R 331-8 du code de la construction et de l'habitation - article 5 de l'arrêté du 10 juin 1996
4 a 11	- Dérogation pour délivrance de la décision de subvention PALULOS sur estimation des prix	Circulaire n° 98-31 du 4 mars 1998 portant déconcentration de la décision.
4 a 12	- Dérogation aux conditions de délais en matière de financements aidés d'Etat pour la délivrance de la décision de subvention PALULOS	R.323.8 Code de la construction et de l'habitation
4 a 13	- Autorisation de démarrage anticipé des travaux (dans le cadre de la PALULOS)	R 323-8 du code de la construction et de l'habitation
4 a 14	- Autorisation de démarrage anticipé des travaux (dans le cadre de demande de subventions PLUS, PLAI ou d'agrément PLS)	R 331-5 du code de la construction et de l'habitation
4 a 15	- Dérogation à la quotité de participation des prêts du 1 % collecteur (dans le cadre des opérations PLUS, PLAI et PLS)	R 313-17 du code de la construction et de l'habitation - arrêté du 16 mars 1992
4 a 16	- Décision favorable d'agrément et de subvention à la réalisation de logements locatifs sociaux neufs ouvrant droit à prêt accordé par la C.D.C.	Décret 96.860 du 2 octobre 1996 - Circulaire ministérielle du 28 septembre 1996 - code de la construction et de l'habitation art. R.331.14 à R.331.16
4 a 17	- Décision favorable d'agrément et de subvention à la réalisation de logements locatifs sociaux neufs ouvrant droit à prêts locatifs sociaux prévus aux articles R.331.17 à R.331.22 du code la construction et de l'habitation	Décret 96.860 du 2 octobre 1996 - Circulaire ministérielle du 28 septembre 1996 - Code de la construction et de l'habitation articles R.331.17 à R.331.22
4 a 18	- Décision d'annulation d'agrément à la réalisation de logements locatifs sociaux ouvrant droit à prêt accordé par la C.D.C. ou à d'autres prêts locatifs sociaux prévus aux articles R.331.17 à R.331.22 du code de la construction et de l'habitation	Décret 96.860 du 2 octobre 1996 - Circulaire ministérielle du 28 septembre 1996 - (Code de la construction et de l'habitation Articles R.331.14 à R.331)
4 a 19	- Décision d'aliénation du patrimoine des organismes d'H.L.M.	Loi 86.12.90 du 23 décembre 1986 articles L. 443.7 à 443.14
4 a 20	- Demande d'une nouvelle délibération aux organismes HLM pour les loyers applicables	R 442-1-2 du code de la construction et de l'habitation
4 a 21	- Demande d'une nouvelle délibération aux organismes HLM pour les suppléments de loyers	
4 a 22	- Décisions d'attribution des prêts locatifs sociaux prévus aux articles R.331.17 à R.331.22 du code de la construction et de l'habitation	R.331.17 à R.331.22 Code de la construction et de l'habitation

4 a 23	- Dérogation au taux des subventions octroyées pour la réalisation des logements locatifs sociaux	R.331.15 Code de la construction et de l'habitation
4 a 24	- Dérogation pour démarrage des travaux avant obtention de la décision de subvention	R.331.5b Code de la construction et de l'habitation
4 a 25	- Prorogation du délai d'achèvement de réalisation de logements locatifs sociaux ouvrant droit à prêt accordé par la C.D.C.	R.331.7 Code de la construction et de l'habitation
4 a 26	- Prorogation des durées forfaitaires des révisions de prix prises en compte pour le calcul du montant final des prêts	Arrêté du 4 janvier 1988 relatif aux conditions d'octroi des prêts locatifs aidés accordés par le crédit foncier de France et aux caractéristiques financières de ce prêt : article 10
4 a 27	- Dérogation au pourcentage minimal réglementaire du coût des travaux d'amélioration pour les opérations d'acquisition-amélioration	R.331.8 Code de la construction et de l'habitation - arrêté du 5 mai 1995 art. 8- Circulaire n° 98.31 du 4 mars 1998 portant déconcentration de la décision.
4 a 28	- Dérogation pour dépassement du pourcentage réglementaire du coût d'acquisition par rapport à la valeur de base pour les opérations d'acquisition ou d'acquisition amélioration	Arrêté du 5 mai 1995 art. 8 - Circulaire n° 98.31 du 4 mars 1998 portant déconcentration de la décision
4 a 29	- Dérogation à la date de dépôt des demandes de subventions au titre de l'article R.331.24	Art. 4 de l'arrêté du 4 janvier 1988 relatif aux dépassements des prix de référence des logements locatifs aidés et aux subventions de l'Etat au titre de ces dépassements
4 a 30	- Autorisation de transfert de prêts locatifs aidés de la C.D.C.	Code de la construction et de l'habitation art. R.331.21
4 a 31	- Conventions conclues entre l'Etat et les organismes d'habitation à loyer modéré	R.351.2 (2° et 3°) et L 353-2 Code de la construction et de l'habitation
4 a 32	- Conventions conclues entre l'Etat et les bailleurs de logements	L.351.2 (4°) du code de la construction et de l'habitation et L 353-2
4 a 33	- Conventions conclues entre l'Etat et les sociétés d'économie mixte de construction immobilière ne demandant pas à bénéficier des dispositions de l'art. L.315.18.	L.351.2 (2° et 3°) du code de la construction et de l'habitation et L 353-2
4 a 34	- Conventions conclues entre l'Etat et les bailleurs de logements autres que les organismes d'H.L.M. et les sociétés d'économie mixtes bénéficiaires d'aides de l'Etat	L.351.2 (2° et 3°) du code de la construction et de l'habitation et L 353-2
4 a 35	- Conventions conclues entre l'Etat et les personnes morales ou physiques bénéficiant de prêts conventionnés	L.351.2 (3°) du code de la construction et de l'habitation et L 353-2
4 a 36	- Conventions passées entre l'Etat, l'organisme propriétaire et l'organisme gestionnaire portant sur les logements-foyers	L.353.13 et L.351.2 (5°) du code de la construction et de l'habitation

4 a 37	- Conventions conclues entre l'Etat et les personnes physiques bénéficiaires d'un prêt aidé à l'accession à la propriété	L.351.2 (3°) du code de la construction et de l'habitation
4 a 38	- Conventions conclues entre l'Etat et les sociétés d'économie mixte ayant pour objet statutaire la rénovation urbaine et la restauration immobilière dans le cadre des opérations qui leur sont confiées par les collectivités publiques	L.351.2 (3°) du code de la construction et de l'habitation
4 a 39	- Conventions conclues entre l'Etat et les personnes physiques bénéficiaires de prêts pour la construction, l'acquisition et l'amélioration d'habitations	L.351.2 (2° et 3°) du code de la construction et de l'habitation
4 a 40	- Conventions conclues entre les associations, les centres communaux et intercommunaux d'action sociale, les autres organismes à but non lucratif et les unions d'économie sociale bénéficiaires de l'aide à la médiation locative	Article 40 de la loi 98.657 du 29 juillet 1998 - Décret 98.1029 du 13 novembre 1998
4 a 41	- Convention entre l'Etat et les bailleurs sur les objectifs de relogement dans le cadre des accords collectifs départementaux	L 441-1-1 et L 441-1-2 du code de la construction et de l'habitation
4 a 42	- Accusés de réception de dossiers complets de demandes de subventions et constats de réalisation de conformité	Décret n° 1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour les projets d'investissement - Arrêté du 30 mai 2000
4 a 43	-Convention de prévention de l'expulsion entre le locataire, le bailleur et l'Etat	Circulaire du 13/05/2004 du ministre de la cohésion sociale
	b) H.L.M.	
4 b 1	- Élargissement de la liste des entreprises appelées à soumissionner à des marchés des sociétés d'H.L.M. et des SEM de construction et de gestion de logements sociaux	Décret modifié 61.552 du 23 mai 1961 art. 32 (R.433.5 à R.433.19 du code de la construction et de l'habitation)
4 b 2	- Accord préalable à la consultation des entreprises en vue de la reconduction des marchés passés par les sociétés d'H.L.M. et des SEM de construction et de gestion de logements sociaux	Décret 61.552 du 23 mai 1961 art.9 (R. 443.5 à R.443.19 du code de la construction et de l'habitation)
4 b 3	- Autorisations accordées aux offices et sociétés d'H.L.M et des SEM de construction et de gestion de logements sociaux de constituer des commissions spécialisées.	Arrêté du 16 janvier 1962
4 b 4	- Approbation du choix du mandataire commun des groupements de maîtres d'ouvrage	Code de la construction et de l'habitation art. R.433.1
	c) Aide personnalisée au logement	
4 c 1	- Décisions de la section départementale des aides publiques au logement hors compétences déléguées à la CAF et à la MAS	L.351.14, R.315.47 du code de la construction et de l'habitation
4 c 2	- Décisions du fonds d'aide aux accédants en difficulté	Circulaire n° 88-13 du 25 février 1988
	d) Politiques locales de l'habitat	
4 d 1	- Octroi de subventions pour les missions de suivi-animation dans le cadre des O.P.A.H.	L 303-1 du code de la construction et de l'habitation
4 d 2	- Octroi de subventions pour maîtrise d'œuvre urbaine et sociale	décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 et décret n° 2000-967 du 3 octobre 2000
	e) Qualité de la vie	

4 e 1	- Autorisation de démolition du patrimoine locatif social après avis du Préfet	L 443-15-1 du code de la construction et de l'habitation
4 e 2	- Autorisation d'exonérer, d'échelonner ou de continuer le remboursement des aides en tout ou partie en cas de démolition partielle ou totale du patrimoine locatif social	R 443-17 du code de la construction et de l'habitation
4 e 3	- Signature de conventions relatives à l'amélioration de la qualité du service rendu aux locataires en contrepartie de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties	L1388 bis du code général des impôts
4 e 4	- Décisions de subventions en matière de qualité de service et de gestion de proximité	
4 e 5	- Réalisation d'un diagnostic évaluant le risque d'intoxication au plomb des occupants de logements	L 1334-1 à L 1334-4 et R 32-2 à R 32-4 du code de la santé publique
4 e 6	- Notification au propriétaire (ou au syndicat de copropriétaires) de l'exécution à leurs frais des travaux nécessaires.	L 1334-1 à L 1334-4 et R 32-2 à R 32-4 du code de la santé publique
4 e 7	- Exécution des travaux nécessaires si l'accessibilité au plomb subsiste après les travaux ou s'ils n'ont pas été faits.	L 1334-1 à L 1334-4 et R 32-2 à R 32-4 du code de la santé publique
4 e 8	- Contrôle des locaux pour vérifier la suppression de l'accès au plomb	L 1334-1 à L 1334-4 et R 32-2 à R 32-4 du code de la santé publique
4 e 9	- Logement provisoire des personnes pendant les travaux	L 1334-1 à L 1334-4 et R 32-2 à R 32-4 du code de la santé publique
4 e 10	- Délivrance de l'agrément des opérateurs pour la réalisation des diagnostics et contrôles	L 1334-1 à L 1334-4 et R 32-2 à R 32-4 du code de la santé publique
4 e 11	- Délimitation des zones à risque d'exposition au plomb	L 1334-1 à L 1334-4 et R 32-2 à R 32-4 du code de la santé publique
4 e 12	- Décision de subventions des études et des travaux relatifs à la mise en œuvre du schéma départemental d'accueil des gens du voyage pour réalisation d'aires d'accueil	Loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et l'habitat des gens du voyage
CHAPITRE V - AMENAGEMENT FONCIER ET URBANISME		
a) Associations foncières urbaines		
5 a 1	- Décision de constitution des associations foncières urbaines autorisées :	
5 a 1a	- Prescription de l'enquête publique portant sur les plans, avant-projets et devis des travaux, ainsi que sur le projet d'association et poursuite de la procédure administrative nécessaire à la signature de l'acte d'adhésion des propriétaires	Loi du 22 décembre 1888 et décret-loi du 21 février 1926
5 a 1b	- Réception de la demande d'association foncière urbaine et étude des conditions requises concernant le nombre de propriétaires, la superficie des terrains	L.322-3 du code de l'urbanisme
5 a 1c	- Actes d'instruction du dossier et étude de la compatibilité du projet avec la réglementation de l'urbanisme	L.322-6 du code de l'urbanisme
5 a 1d	- Vérification de l'accomplissement des formalités prévues par le code de l'urbanisme préalable à la rédaction du projet d'arrêté préfectoral	L.322-7 du code de l'urbanisme
5 a 2	- Constitution d'office des associations foncières urbaines libres ou autorisées.	L.322-4 du code de l'urbanisme
b) Documents d'urbanisme		

5 b 1	- Définir les modalités d'association de l'Etat à l'élaboration d'un document d'urbanisme et communiquer la liste des services de l'Etat qui seront associés	R 121-2 du code de l'urbanisme
<u>Élaboration des schémas de cohérence territoriale</u>		
5 b 2	- Recueillir les avis des services afin de proposer au Préfet l'avis de l'État sur le projet de S.C.O.T. arrêté par l'établissement public de coopération intercommunale	L 121-1 et R.121-2 du code de l'urbanisme
<u>Elaboration des plans locaux d'urbanisme</u>		
5 b 3	- Recueillir l'avis des services afin de proposer au Préfet l'avis de l'État sur le projet de plan local d'urbanisme	R.121-1 et R.123-15 du code de l'urbanisme
<u>Zone d'aménagement concerté</u>		
5 b 4	- Publications relatives aux actes de création, de réalisation et de modification et de suppression de la zone d'aménagement concerté.	R.311-5 du code de l'urbanisme
5 b 5	- Accord de l'Etat sur le programme des équipements publics	R.311-7 et R 311-8 du code de l'urbanisme
<u>Zone d'aménagement différé et droit de préemption urbain</u>		
5 b 6	- Certificat de situation ou non en Z.A.D.	R.212-5 du code de l'urbanisme
5 b 7	- Tous les actes administratifs et de procédure relatifs à l'exercice ou au non-exercice du droit de préemption dans les Z.A.D. et dans les zones réservées aux services publics, aux installations d'intérêt général et aux espaces libres par un document d'urbanisme publié, ainsi qu'au non exercice du pouvoir de substitution dans les Z.A.D.	L.211-1 et suivants L.212-1 et suivants, L.213-2 et R.211-1 et suivants du code de l'urbanisme
5 b 8	- Approbation du cahier des charges de cession ou de concession d'usage des terrains des ZAC	L 311-6 du code de l'urbanisme
c) Lotissements		
5 c 1	- Lettre de notification des délais d'instruction au demandeur	R.315-15 et R.315-16 du code de l'urbanisme
5 c 2	- Demande de pièces complémentaires	
5 c 3	- Décision d'irrecevabilité de la demande	
5 c 4	- Modification des délais d'instruction en cas de dossier incomplet	R.315-20 du code de l'urbanisme
5 c 5	- Information du demandeur qu'il ne pourra bénéficier d'une autorisation de lotir tacite	R 315-21-1 du code de l'urbanisme
5 c 6	- Organisation de l'enquête publique	R 315-18-1 du code de l'urbanisme
5 c 7	- Décision en matière de lotissements (sauf pour les lotissements de + de 20 lots)	L 421-2-1, R 315-31-1 et R 315-31-4 du code de l'urbanisme
5 c 8	- Autorisation de vente des lots	
5 c 9	- Certificat d'achèvement des lots	R.315-36 du code de l'urbanisme
5 c 10	- En cas de lotissements défectueux, approbation des procès-verbaux d'adjudication et de marchés publics, fixation des clauses et des conditions générales du cahier des charges des adjudications et toutes autorisations et décisions d'exécution de travaux	R.317-44 du code de l'urbanisme
5 c 11	- Approbation des programmes d'aménagement	R.317-2 du code de l'urbanisme
5 c 12	- Avis conforme du Préfet conformément à l'article R 315-23	R 315-23 et L 421-2-2 b du code de l'urbanisme

d) Règles relatives à l'acte de construire et à divers modes d'utilisation du sol		
5 d 1	- Avis concernant les autorisations du sol pour les parties du territoire communal non couvertes par un Plan Local d'Urbanisme, une carte communale ou un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur lorsque la commune est compétente.	L.421-2-2 du code de l'urbanisme et L.315-1-1
<u>Certificats d'urbanisme</u>		
5 d 2	- Délivrance des certificats d'urbanisme, sauf avis divergent entre le maire et le D.D.E.	R.410-22 du code de l'urbanisme
5 d 3	- Délivrance des avis conformes prévus aux articles R.410-6 et L.421-2-2 du code de l'urbanisme (parties du territoire non couvertes par un P.L.U.)	
<u>Permis de construire</u>		
5 d 4	- Lettre de notification des délais	R.421-12 du code de l'urbanisme
5 d 5	- Demande de production de pièces complémentaires en cas de dossier incomplet	R.421-13 du code de l'urbanisme
5 d 6	- Décision d'irrecevabilité de la demande	
5 d 7	- Information du demandeur qu'il ne pourra bénéficier du permis tacite	R.421-19 du code de l'urbanisme.
5 d 8	- Attestation certifiant qu'aucune décision négative n'est intervenue à l'égard de la demande ou indiquant les prescriptions inscrites dans la décision	R.421-31 du code de l'urbanisme
5 d 9	- Modification de la date limite fixée pour la décision	R.421-20 du code de l'urbanisme
5 d 10	- Délivrance de la décision :	
5 d 10a	- dans les conditions prévues à l'article R.421-36 (sauf 6ème alinéa) lorsque la demande n'excède pas 5000 m ² de SHOB, sous réserve de l'avis conforme du maire (dans le cas de P.L.U non approuvé)	R.421-33 et R.421-36 du code de l'urbanisme
5 d 10b	- pour les immeubles de grande hauteur au sens de l'article R.122-2 du code de la construction et de l'habitation	R.421-47 du code de l'urbanisme
5 d 10c	- lorsqu'il est mis à la charge du constructeur tout ou partie des contributions	L.332-6-1 et L.332-9 du code de l'urbanisme
5 d 10d	- lorsqu'une dérogation ou adaptation mineure est nécessaire	R.421-15 du code de l'urbanisme
5 d 10e	- lorsqu'il y a lieu de prendre une décision de sursis à statuer	
5 d 10f	- pour les constructions susceptibles d'être exposées au bruit autour des aérodromes et comprises dans les secteurs définis par arrêté du préfet	
5 d 10g	- pour les ouvrages de production de transport, de stockage et de distribution d'énergie	R.490-3 du code de l'urbanisme
5 d 10h	- pour les constructions pour lesquelles un changement de destination doit être autorisé	L.631-7 du code de la construction et de l'habitation
5 d 10i	- dans les cas prévus à l'article R.421-38-8, sauf si la construction se trouve à l'intérieur d'un site inscrit	
5 d 10j	- pour les constructions situées :	
	* dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit ou dans le périmètre d'un monument historique	R.421-38-4 du code de l'urbanisme
	* dans un site classé ou en instance de classement	R.421-38-6 du code de l'urbanisme
	* dans une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager.	R.421-38-6 du code de l'urbanisme

	* dans un secteur sauvegardé à compter de sa délimitation et jusqu'à ce que le plan de sauvegarde et de mise en valeur ait été rendu public	R.421-38-9 du code de l'urbanisme
	* à proximité d'un ouvrage militaire	R.421-38-11 du code de l'urbanisme
	* à l'intérieur d'un polygone d'isolement	R.421-38-12 du code de l'urbanisme
5 d 11	- Décision concernant les demandes d'autorisation précaire de construire	L.423-1 du code de l'urbanisme
5 d 12	- Prorogation d'un permis de construire délivré par le Préfet	R.421-32 du code de l'urbanisme
5 d 13	- Délivrance des avis conformes lors de l'instruction	R.421-2-2b du code de l'urbanisme
5 d 14	- Organisation de l'enquête publique	R.421-17 du code de l'urbanisme
5 d 15	- Octroi de dérogations aux règles posées en matière d'implantation et de volume des constructions pour les communes non dotées d'un P.L.U.	R.111-20 du code de l'urbanisme
<u>Déclarations de travaux exemptés de permis de construire (y compris clôtures)</u>		
5 d 16	- Lettre de notification des délais d'instruction et demandes de pièces complémentaires	R.422-5 du code de l'urbanisme
5 d 17	- Décision d'opposition ou de prescriptions, sous réserve de l'avis conforme du maire	R.422-9 du code de l'urbanisme
5 d 18	- Avis conforme pour les cas prévus à l'article L 421-2-2b	L 421-2-2b du code de l'urbanisme
<u>Permis de démolir</u>		
5 d 19	- Lettre de notification ou de prolongation des délais d'instruction et demandes de pièces complémentaires	R.430-7-1 et R.430-8 du code de l'urbanisme
5 d 20	- Avis sur les demandes instruites au nom de la commune dont la situation du bâtiment rendrait obligatoire un permis de démolir	R.430-10-2 du code de l'urbanisme
5 d 21	- Avis conforme pour les parties du territoire non couvertes par un P.L.U.	L.430-4 et R.421-2-2 du code de l'urbanisme
5 d 22	- Décision en cas d'avis convergents du D.D.E. et du Maire	R.430-15 et R.430-15-1 du code de l'urbanisme
5 d 23	- Attestations certifiant qu'aucune décision négative n'est intervenue à l'égard de la demande ou indiquant les prescriptions inscrites dans la décision	R.430-17 du code de l'urbanisme
<u>Installations et travaux divers</u>		
5 d 24	- Lettre de notification des délais d'instruction et demandes de pièces complémentaires	R.442-4-4 et R.442-4-5 du code de l'urbanisme
5 d 25	- Décisions quand le maire et le D.D.E. ont émis des avis convergents	R.442-61 et R.442-64 du code de l'urbanisme
5 d 26	- Avis conforme en cas de territoires non couverts par un P.L.U.	R.442-11 et R.421-20 du code de l'urbanisme
<u>Coupes et abattages d'arbres</u>		
5 d 27	- Délivrance des avis conformes sur les parties de territoire non couvertes par un P.L.U.	R.130-4 et L 421-2-2 du code de l'urbanisme
5 d 28	- Décision	R.130-9b et R.130-11 du code de l'urbanisme
<u>Certificats de conformité</u>		

5 d 29	- Délivrance des certificats ou notification des avis précisant les motifs s'opposant à leur délivrance	R.460-4-1 et R.460-4-2 du code de l'urbanisme
5 d 30	- Attestations certifiant qu'aucun avis comportant des motifs s'opposant à la délivrance du certificat n'a été notifié au demandeur	R.460-2 du code de l'urbanisme
e) Fiscalité		
5 e 1	- Décisions et titres de recettes relatifs à la détermination de l'assiette et à la liquidation de la redevance archéologique préventive.	Loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée
5 e 2	- Décision en matière de détermination de l'assiette, de liquidation des participations dont les autorisations de construire constituent le fait générateur	L.332-6 et suivants - R.424-1 et suivants et R.620-1 du code de l'urbanisme et L.255-A du livre des procédures fiscales
f) Tourisme		
<u>Camping et stationnement des caravanes</u>		
5 f 1	- Lettre de notification ou de prorogation des délais d'instruction, demandant des pièces complémentaires	R.443-7-2 du code de l'urbanisme
5 f 2	- Décision d'aménager un terrain de camping ou de caravaning sous réserve de l'avis conforme du maire	R.443-74, L.421-2-1 et R.443-7-5 du code de l'urbanisme
5 f 3	- Délivrance et prorogation des autorisations de stationnement isolé d'une ou de plusieurs caravanes pendant plus de 3 mois	R.443-5-2 du code de l'urbanisme
5 f 4	- Information du demandeur qu'il ne pourra bénéficier de l'autorisation tacite	R.421-19 et R.443-9-2ème du code de l'urbanisme
5 f 5	- Délivrance du certificat constatant l'achèvement des travaux prescrits par la décision d'autorisation	R.443-8 du code de l'urbanisme
<u>Habitations légères de Loisirs</u>		
5 f 6	- Lettre indiquant au demandeur les délais d'instruction de la demande d'autorisation d'aménager un terrain affecté à l'implantation d'au moins 35 habitations légères de loisirs	R.444-3 du code de l'urbanisme
5 f 7	- Information notifiant au demandeur qu'il ne pourra bénéficier de l'autorisation tacite	R.421-19 et R.443-9 du code de l'urbanisme
5 f 8	- Demande de pièces complémentaires	
5 f 9	- Délivrance de la décision	
5 f 10	- Délivrance du certificat constatant l'achèvement des travaux prescrits par la décision d'autorisation	
g) Servitudes d'utilité publique		
5 g 1	- Arrêté de mise en demeure d'annexer au P.L.U. les servitudes d'utilité publique	R.126-1 du code de l'urbanisme
h) Contentieux pénal de l'urbanisme		
5 h 1	- Saisine du Ministère Public et présentation d'observations écrites et orales devant le tribunal chargé de statuer sur les infractions au code de l'urbanisme,	
5 h 2	- Invitation adressée au maire de liquider le produit de l'astreinte, de dresser l'état nécessaire au recouvrement de celle-ci.	L.480-1 à L.480-13 du code de l'urbanisme
5 h 3	- Demande de refus de raccordement aux réseaux d'électricité, d'eau, de gaz ou de téléphone à l'attention des gestionnaires lorsque la construction n'a pas fait l'objet d'une autorisation.	L.111-6 du code de l'urbanisme

Le chapitre VI « COURS D'EAU NON DOMANIAUX » et le chapitre VII « EAUX ET ASSAINISSEMENT-SERVICE HYDRAULIQUE » sont supprimés.

CHAPITRE VIII - INGENIERIE PUBLIQUE

8 a 1	- Décision à l'effet d'autoriser les candidatures de l'Etat, les offres d'engagements, les marchés de prestations d'ingénierie publique et toutes pièces émanant de la D.D.E quel que soit leur montant. Les prestations d'un montant strictement supérieur à 90 000 € H.T. seront soumises à l'accord préalable du Préfet, accompagnées d'une déclaration d'intention de candidature et d'une fiche de présentation conforme à la circulaire interministérielle du 1er octobre 2001. Son accord sera réputé tacite en l'absence de réponse dans un délai de 8 jours calendaires. Les prestations d'un montant inférieur à 90 000 € H.T. seront limitées aux missions indiquées dans le document "Modernisation de l'Ingénierie Publique - document de synthèse - Orientations Stratégiques Conjointes".	Décret n° 2001-210 du 7 mars 2001 - Décret n° 2000-257 du 15 mars 2000
8 a 2	- Décision à l'effet de signer les offres d'engagement, les marchés de prestation d'ingénierie publique et toutes pièces afférentes d'un montant inférieur à 50 000 euros H.T.	
8 a 3	- Décision à l'effet de signer les offres d'engagement, les marchés de prestations d'ingénierie publique et toutes pièces afférentes, d'un montant inférieur à 13 000 euros H.T.	
8 a 4	- Décision à l'effet de signer les offres d'engagements de plusieurs services de l'Etat en partenariat lorsque la D.D.E. aura été désignée comme pilote à travers une convention précisant les conditions de réalisation et la contribution de chaque service dans les mêmes conditions de seuil ci-dessus énumérées,	
8 a 5	- Conventions relatives à l'assistance fournie par l'Etat aux communes dont la liste est fixée par arrêté préfectoral, au titre de la solidarité et de l'aménagement du territoire (ATESAT), passées entre l'Etat et les communes et toutes pièces afférentes quel que soit leur montant.	loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 et décret n° 2002-1209 du 27 septembre 2002.

CHAPITRE IX - DECONCENTRATION EN MATIERE D'INVESTISSEMENTS PUBLICS

9 a 1	- Décisions visées à l'article 6 du décret 70-1047 du 13 novembre 1970 concernant la préparation et l'exécution des opérations d'intérêts régional et communal relevant du ministère de l'urbanisme et du logement, telles qu'elles sont définies par l'instruction du Premier ministre du 23 décembre 1970 à l'exception :	
9 a 1a	- Des opérations départementales	
9 a 1b	- De l'attribution et de la notification d'octroi de subventions	
9 a 1c	- Des déclarations d'utilité publique	

CHAPITRE X - CHEMINS DE FER D'INTERET GENERAL

10 a 1	- Classement, réglementation et équipements des passages à niveaux	Arrêté et circulaire du 18 mars 1991
10 a 2	- Déclaration d'inutilité aux chemins de fer des immeubles valant moins de 15 250 € (1 MF)	Arrêté du 6 août 1963 et 5 juin 1984
10 a 3	- Autorisation d'installation de certains établissements	Arrêté du 6 août 1963 et 5 juin 1984
10 a 4	- Alignement des constructions sur les terrains riverains	Circulaire du ministre des travaux publics du 19 octobre 1963

10 a 5	- Changement de domanialité : transfert de gestion, changement d'affectation et aliénation de certains immeubles du domaine concédé à la S.N.C.F. dans les limites fixées par l'arrêté du 6 août 1963 du ministre des travaux publics	
10 a 6	- Récolement des ouvrages effectués par la S.N.C.F. en vue de leur remise à une collectivité publique	
10 a 7	- Toutes opérations relatives aux enquêtes "commodo et incommodo" pour la suppression des passages à niveau, des passages supérieurs et des passages inférieurs du chemin de fer	Loi du 15 août 1845 modifiée par la loi n° 97-135 du 13 février 1997
10 a 8	- Conventions avec RFF pour l'installation d'ouvrages dans les emprises du domaine du chemin de fer	Décret n° 97-444 du 5 mai 1997
10 a 9	- Conventions avec la SNCF pour l'installation d'ouvrages dans les emprises du domaine du chemin de fer pour les éléments du réseau ferré national qui n'ont pas été transférés au RFF lors de sa création.	Décret n° 83-816 du 13 septembre 1983
CHAPITRE XI - COMMISSARIAT GENERAL AUX ENTREPRISES DE BÂTIMENT ET DE TRAVAUX PUBLICS		
11 a 1	- Actes accomplis en la qualité de représentant de commissaire général aux entreprises de bâtiment et de travaux publics	Décret du 20 novembre 1951 arrêté du 14 janvier 1952
11 a 2	- Signature des certificats de défense pour les entreprises de travaux publics et de bâtiment classés en catégorie "départementale"	Ordonnance 59-147 du 7 janvier 1959
11 a 3	- Procédures de recensement, de modification et de radiation des entreprises de travaux publics et de bâtiment soumises aux autorisations de défense	Circulaire n° 500 du 18 février 1998 (MELT/EI/C/231)
11 a 4	- Décision d'agrément ou de refus d'agrément	
CHAPITRE XII - CONTRÔLE DES DISTRIBUTIONS D'ENERGIE ELECTRIQUE		
12 a 1	- Procédure pour l'établissement des servitudes à l'exception de la signature de l'arrêté prescrivant ces servitudes	
12 a 2	- Délivrance de permissions de voirie pour l'élargissement de lignes particulières d'énergie électrique	Loi du 27 février 1925 (article 2) - décret du 29 juillet 1927 (article 6) modifié par le décret du 17 janvier 2003
12 a 3	- Approbation des projets d'exécution de lignes de distribution publique	Articles 49 et 50 du décret du 29 juillet 1927 modifié par décret du 14 août 1975
12 a 4	- Autorisation de mise sous tension en ce qui concerne les distributions publiques	Article 56 du décret du 14 août 1975
12 a 5	- Autorisation de construire pour les travaux de distribution électrique prévus à l'article 50 du décret du 29 juillet 1927 modifié par le décret n° 75-781 du 14 août 1975.	
CHAPITRE XIII - DEFENSE DE L'ETAT DEVANT LES TRIBUNAUX		
13 a 1	- Réponses aux recours administratifs présentés à l'encontre de l'Etat	R 431-10 du code de la justice administrative
13 a 2	- Mémoires en défense et observations orales présentés au nom de l'Etat aux recours pour excès de pouvoir, au recours de plein contentieux ainsi qu'aux référés	R.431-9 et R.431-10 du code de la justice administrative
13 a 3	- Capacité à signer les protocoles transactionnels	

13 a 4	- Saisine du Ministère Public et présentation d'observations écrites et orales devant le tribunal chargé de statuer sur les infractions aux codes de l'environnement, de la construction et de l'habitation et de la voirie routière,	
CHAPITRE XIV - FORMATION DES CONDUCTEURS		
14 a 1	- Certificats d'examen du permis de conduire	
14 a 2	- Prorogations de l'examen théorique général	
14 a 3	- Prorogations d'apprentissage accompagné de la conduite	

Article 2 : Délégation de signature est également consentie, pour les matières figurant à l'article 1er, aux fonctionnaires suivants :

- M. Christian DESPRES, Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées, adjoint au Directeur Départemental de l'Équipement,
- M. Igor KISSELEFF, Ingénieur des Ponts et Chaussées, adjoint au Directeur Départemental de l'Équipement,

Article 3 : Dans le cadre de la délégation conférée à M. Bernard LAFFARGUE et à ses adjoints, délégation de signature est également consentie aux agents désignés ci-après :

- Mme Florence VILLARET, Ingénieur Divisionnaire des TPE, Secrétaire Générale à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a à 1e.**
- M. Patrick MONNERAYE, Ingénieur des TPE, chef du Service Sécurité et Gestion de la Route par intérim, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1a27 ; 1b ; 1e1 ; 1e2 ; 2a ; 2b ; 14.**
- M. Frédéric ALPHAND, Ingénieur divisionnaire des TPE, préfigurateur du service Ingénierie routière Sud-Est, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1 ; 1e2 ; 2c et 2d .**
- M. Gilles LIAUTARD, Ingénieur divisionnaire des TPE, chef du service des Etudes, de la Prospective et des Transports, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux :
- M. Mathieu CREAU, adjoint au chef du service des Etudes, de la Prospective et des Transports, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1 ; 1e2 ; 3a1 à 3a5 ; 3a7 à 3a10 ; 10 ; 11.**
- M. Jan NIEBUDEK, Architecte et Urbaniste de l'Etat, chef du Service Habitat, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1 ; 1e2 ; 4.**
- M. Simon BERGOUNIOUX, adjoint au chef du Service Habitat, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1 ; 1e2 ; 4.**

- M. Gérard BARRIERE, Agent non titulaire RIN, chef du Service des Actions Juridiques, de l'Urbanisme et de l'Environnement, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1b ; 1e1 ; 1e2 ; 2 e ; 5 ; 13 .**
- M. Philippe RENIER, Ingénieur Divisionnaire des TPE, chef du Service de l'Ingénierie Publique, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1 ; 1e2 ; 8a2 ; 8a3 ; 8a4 .**
- M. Alain CHERDO, Ingénieur Divisionnaire des TPE, chef de l'arrondissement chargé du Service d'Aménagement Territorial Sud, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1a27 ; 1 b ; 1d ; 1e1 ; 1e2 ; 2a ; 2c1 ; 2e1 ; 5c ; 5d ; 5f ; 5h3 ; 8a2 ; 8a3 ; 8a4 ; 10.**
- M. Régis ROMANO, Ingénieur Divisionnaire des TPE, chef de l'arrondissement chargé du Service d'Aménagement Territorial Nord, et son adjoint M. Serge MARTINS, Attaché Administratif, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1a27 ; 1 b ; 1d ; 1e1 ; 1e2 ; 2a ; 2c1 ; 2e1 ; 5c ; 5d ; 5f ; 5h3 ; 8a2 ; 8a3 ; 8a4 ; 10.**

En cas d'absence ou d'empêchement d'un agent désigné ci-dessus, l'intérimaire aura délégation de signature dans les domaines dévolus normalement au délégataire, durant la période d'intérim.

Article 4 : Délégation de signature est également conférée, dans la limite de leurs attributions respectives et conformément aux instructions du Directeur Départemental de l'Équipement, aux agents suivants :

Secrétariat Général :

- Mlle Cécile PALANQUE, chef du Bureau de Gestion des Ressources Humaines, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a ; 1e1.**
- M. Bruno GIBIER, Adjoint pôle Formation, Compétences et Concours, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a ; 1e1.**
- M. Christophe ZEROUALI, chef du bureau Programmation, Marchés, Comptabilité, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1.**
- Mme Monique DEVOCELLE, adjointe au chef du bureau Programmation, Marchés, Comptabilité, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1.**
- Mme Martine PARIS, chef du bureau Communication, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1.**
- M. Marc ROSSI, chef du bureau des Moyens Généraux, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1.**

En cas d'absence ou d'empêchement d'un agent désigné ci-dessus, l'intérimaire aura délégation de signature dans les domaines dévolus normalement au délégataire durant la période d'intérim.

Service Habitat :

- Mme Gina GERY, chef du Bureau des Usagers de l'Habitat, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1 ; 4a1 ; 4a2 ; 4c.**
- M. Jean-Marc PHILIPPEAU, chef du bureau Politique et Etudes de l'Habitat, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1 ; 4a42.**
- Mme Christine GUILLOTIN Chef du bureau Parc Privé, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux **1a9 ; 1e1 .**

- Mme Jeannine TOULLEC, chef du bureau Parc Social et Programmation, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1 ; 4a4 ; 4a5 ; 4a22 ; 4b.**

En cas d'absence ou d'empêchement d'un agent désigné ci-dessus, l'intérimaire aura délégation de signature dans les domaines dévolus normalement au délégataire durant la période d'intérim.

Service des Actions Juridiques, de l'Urbanisme et de l'Environnement :

- Melle Yasmine RAUGEL, chef du pôle urbanisme au Bureau des Affaires Juridiques, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1 ; 2e ; 5h1 ; 13a2 ; 13a4.**
- Melle Yasmine COMMIN, chargée d'études au Bureau des Affaires Juridiques, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **2e ; 5h1 ; 13a4**
- Mme Cathy SAGNIER, chef du Bureau Risques Naturels et Police de l'eau, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1.**
- M. Olivier COMPAGNET, chef du bureau de la Planification, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1 ; 5b .**
- Melle Florence CONTE-DULONG, chef du bureau Application du Droit des Sols, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1 ; 5a.**
- Mme Sylvie LAMERA, adjointe au chef du bureau Application du Droit des Sols, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1 ; 5a.**
- Mme Danièle FAUCONNIER, chef du bureau Sécurité et Accessibilité, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux **1a9 ; 1e1.**

En cas d'absence ou d'empêchement d'un agent désigné ci-dessus, l'intérimaire aura délégation de signature dans les domaines dévolus normalement au délégataire durant la période d'intérim.

Service des Etudes, de la Prospective et des Transports :

- M. Didier ROUSSELET, chef du bureau Système d'Informatique Géographique, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1.**
- M. Joël MARVEZY, chef du bureau des Etudes et de l'Aménagement du Territoire par intérim, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1.**
- M. Serge OLIVIER, chef du bureau « Observatoires », à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1.**
- Mme Annie BLANCHER, chef du bureau Gestion, Transport, Défense par intérim, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1 ; 3a1 à 3a5 ; 3a7 à 3a10 .**
- M. Julien DURAND, chef du bureau Etudes, Déplacement, Transports, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1.**
- M; Giancarlo VETTORI, chargé de Mission « Environnement », à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1.**

En cas d'absence ou d'empêchement d'un agent désigné ci-dessus, l'intérimaire aura délégation de signature dans les domaines dévolus normalement au délégataire durant la période d'intérim.

Sécurité et Gestion de la Route :

- Mme Annie BLANCHER chef de la Cellule Départementale d'Exploitation et de la Sécurité, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1 ; 2a1 ; 2b3 ; 2b5 ; 2b6 ; 2b11 ; 3a10 et 12a.**
- M. Guillaume LABRIT, chef du bureau Formation du Conducteur, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1 ; 14 a 1 ; 14 a 2 ; 14 a 3.**
- M. Didier BAGET, adjoint au chef du bureau Formation du Conducteur, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1 ; 14 a 1 ; 14 a 2 ; 14 a 3.**
- M. Moustapha SAVANE, chef de la Subdivision Autoroute (Voies Rapides Nord), à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1a27 ; 1e1 ; 2a8 ; 2a9 ; 2c1 ; 2e1.**

- M. Alain BRAGER, chef de la subdivision Autoroute (Voies Rapides Sud), à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1a27 ; 1e1 ; 2a8 ; 2a9 ; 2c1 ; 2e1.**
- M. Michel AUBERT, chef du Parc Atelier Départemental, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1.**
- M. Jean-Jacques BENON, chef du bureau Gestion de la Route, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1.**
- Mme Stéphanie DESBOIS,
- Mme Nicole MARONNAT-SIMONIN,
- Mme Anne-Marie PERRET,
- Mme Lucienne TREMOUILLE,
- M. Denis BROS,
- M. Max CALAMUSA,
- M. Jean-Paul COULOMB,
- M. Philippe DURAND,
- M. Alain HAVARD,
- M. Christophe MOIRAND,
- Melle Virginie FICOT,
- M. Ghislain CAILLOT
- M Michel CHAGNON
- M. Christian BARNY
- M. David BRETHENOUX
- Mme Christine DONZE,
- Mme Cornélia HAGELGANZ
- M. Clémentin HAMED-GONZALEZ
- Mme Evelyne GREGOIRE
- M. Sébastien JOUVE
- Mme Nadine BERNISSON

Inspecteurs du permis de construire et de la sécurité routière à l'effet de signer les décisions répertoriées au : **14a1,**

En cas d'absence ou d'empêchement d'un agent désigné ci-dessus, l'intérimaire aura délégation de signature dans les domaines dévolus normalement au délégataire durant la période d'intérim.

Service Ingénierie Publique :

- Mme Elisabeth VIART, chef du bureau «Constructions publiques Etat et collectivités locales », à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1 ; 8a3 ; 8a4 .**
- M.Alexandre VOGLEY, chef du bureau « Constructions publiques Maison d'arrêt de Fleury-Mérogis », à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1 ; 8a3 ; 8a4 .**
- M. Stéphane RENE, chef du bureau «Constructions publiques Etat et collectivités locales », à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1 ; 8a3 ; 8a4 .**
- M. Hugo BERTHELE, chef du Bureau des Etudes et Travaux Hydrauliques, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1 ; 8a3 ; 8a4.**

En cas d'absence ou d'empêchement d'un agent désigné ci-dessus, l'intérimaire aura délégation de signature dans les domaines dévolus normalement au délégataire durant la période d'intérim.

Service Travaux Routiers et Autoroutiers :

- M. Laurent ECHAUBARD, chef du bureau administratif de STRA, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1.**
- M. Karim TAZIR, chef du bureau « TRA1 », à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1.**
- M. Arnault THERY, chef de la Cellule Départementale des Ouvrages d'Art, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1.**
- M. Nicolas BARASZ, chef du bureau « TRA2 », à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1.**
- M. Eric LANDUREAU, chef du bureau des Etudes Générales, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1.**

En cas d'absence ou d'empêchement d'un agent désigné ci-dessus, l'intérimaire aura délégation de signature dans les domaines dévolus normalement au délégataire durant la période d'intérim.

Service d'Aménagement Territorial Nord :

- Mme Patricia QUOY, chef du bureau administratif, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1.**
- M. Damien AUDRIC, chef de la subdivision d'Aménagement et d'Urbanisme Nord-Est, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1 ; 5c ; 5d ; 5f ; 5h3.**
- Mme Françoise REBOULOT, chef de la subdivision d'Aménagement et d'Urbanisme Nord-ouest, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1 ; 5c ; 5d ; 5f ; 5h3.**
- M. Frédéric PICOT, chef de la subdivision de Palaiseau par intérim, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1a27 ; 1d ; 1e1 ; 2a1 ; de 2a3 à 2a11 ; 2e1 ; 5c ; 5d ; 5f ; 5h3 ; 8a3 ; 8a4.**
- M. Pierre COLIN, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1 ; 5c (sauf 5c12) ; 5d (sauf 5d3, 5d13, 5d18) ; 5f ; 5h3.**
- Mme CHENU, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1 ; 5c1 ; 5c2 ; 5d (sauf 5d3, 5d13, 5d18) ; 5f ; 5h3.**
- M. François ALBERT, chef de la subdivision de Corbeil, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1a27 ; 1d ; 1e1 ; 2a1 ; de 2a3 à 2a11 ; 2e1 ; 5c ; 5d ; 5f ; 5h3 ; 8a3 ; 8a4.**
- M. Jean-Pierre DELBRUEL, adjoint au chef de la subdivision de Corbeil, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1a27 ; 1d ; 1e1 ; 2a1 ; de 2a3 à 2a11 ; 2e1 ; 5c ; 5d ; 5f ; 5h3 ; 8a3 ; 8a4.**
- Mme Annabelle TESTAUD, Chef de la subdivision de Montgeron, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1a27 ; 1d ; 1e1 ; 2a1 ; de 2a3 à 2a11 ; 2e1 ; 5c ; 5d ; 5f ; 5h3 ; 8a3 ; 8a4.**
- M. Yannick NEUILLY, adjoint au chef de la subdivision de Montgeron, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1a27 ; 1d ; 1e1 ; 2a1 ; de 2a3 à 2a11 ; 2e1 ; 5c ; 5d ; 5f ; 5h3 ; 8a3 ; 8a4.**
- Mme Jocelyne SELVA à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 5c (sauf 5c12) ; 5d (sauf 5d3, 5d13, 5d18) ; 1e1 ; 5f ; 5h3.**

En cas d'absence ou d'empêchement d'un agent désigné ci-dessus, l'intérimaire aura délégation de signature dans les domaines dévolus normalement au délégataire durant la période d'intérim.

Service d'Aménagement Territorial Sud :

- Mme Christiane PINSON, chef de la subdivision d'Aménagement et d'Urbanisme Sud par intérim, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1e1.**

- M. Thierry FARGANEL, chef de la subdivision d'Etampes par intérim, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1a27 ; 1d ; 1e1 ; 2a1 ; de 2a3 à 2a11 ; 2e1 ; 5c ; 5d ; 5f ; 5h3 ; 8a3 ; 8a4.**
- Mme Françoise ROBERT, adjointe au chef de la subdivision d'Etampes, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1a27 ; 1d ; 1e1 ; 2a1 ; de 2a3 à 2a11 ; 2e1 ; 5c ; 5d ; 5f ; 5h3 ; 8a3 ; 8a4.**
- M. Thierry FARGANEL, chef de la subdivision de La Ferté-Alais, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1a27 ; 1d ; 1e1 ; 2a2 ; de 2a4 à 2a13 ; 2b17 ; 2e1 ; 5c ; 5d ; 5f ; 5h3 ; 8a3 ; 8a4.**
- M. Bertrand TARDIEU, chef de la subdivision d'Arpajon, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1a27 ; 1d ; 1e1 ; 2a1 ; de 2a3 à 2a11 ; 2e1 ; 5c ; 5d ; 5f ; 5h3 ; 8a3 ; 8a4.**
- M. Jean-Pierre COURAGEOT, adjoint au chef de la subdivision d'Arpajon, à l'effet de signer les décisions répertoriées aux : **1a9 ; 1a27 ; 1d ; 1e1 ; 2a1 ; de 2a3 à 2a11 ; 2e1 ; 5c ; 5d ; 5f ; 5h3 ; 8a3 ; 8a4.**

En cas d'absence ou d'empêchement d'un agent désigné ci-dessus, l'intérimaire aura délégation de signature dans les domaines dévolus normalement au délégataire durant la période d'intérim.

Article 5 : L'arrêté n° 2006-PREF-DCI/2-079 du 12 juin 2006 susvisé est abrogé.

Article 6 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Le Préfet,

Signé : Gérard MOISSELIN

DIVERS

DELEGATION DE SIGNATURE

En application des articles L211 2.2, D253.6 et R 211.1.2 du Code de la Sécurité Sociale, Monsieur Christian COLLARD, Directeur général de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Essonne, donne délégation permanente à :

Monsieur Gilles BROSSARD Directeur général adjoint

Pour signer le courrier de toute nature, ainsi que les ordres de recettes et de dépenses, sans limitation de montant, se rapportant aux secteurs d'activité qui lui sont confiés, à savoir :

- la médecine du travail,
- le service informatique,
- la direction des ressources humaines,
- le secrétariat général,
- la direction des prestations individuelles,
- la direction de la réglementation et des prestations centralisées,
- la coordination budgétaire.

En ce qui concerne les marchés de travaux et de fournitures, cette délégation couvre les cas prévus par les textes en vigueur relatifs aux marchés des organismes de Sécurité Sociale.

Monsieur BROSSARD est habilité à procéder aux virements de crédits, sans limitation de montant, pour l'ensemble des gestions budgétaires de l'Organisme relevant de la compétence du Directeur général.

Monsieur BROSSARD reçoit délégation de pouvoir pour présider le Comité d'Entreprise et le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail.

Monsieur BROSSARD est habilité à représenter le Directeur Général dans les négociations qui pourraient s'engager avec les organisations syndicales de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Essonne, sur les problèmes de personnel.

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur Général, Monsieur BROSSARD reçoit délégation générale de signature.

Monsieur Patrice MELLIERE Directeur des prestations individuelles

Pour signer le courrier de toute nature ainsi que les ordres de recettes et de dépenses, sans limitation de montant, se rapportant aux gestions qui lui sont confiées, à savoir :

- les secrétariats administratif et technique de la direction des prestations individuelles,
- l'ensemble des unités d'accueil et de liquidation,
- l'équipe de réserve,
- les sections locales mutualistes.

Monsieur Abdou EL JABRI Directeur de la réglementation et des prestations centralisées

Pour signer les courriers de toute nature ainsi que les ordres de recettes et de dépenses, sans limitation de montant, se rapportant aux secteurs d'activités qui lui sont confiés, à savoir :

- les prestations centralisées dans leur ensemble,
- l'action sociale,
- les œuvres,
- les relations avec les établissements de soins,
- les rentes accidents du travail/maladies professionnelles et reclassement professionnel,
- le suivi de la réglementation et des ressources documentaires.

Pour signer les courriers de toute nature ainsi que les ordres de recettes et de dépenses se rapportant aux prestations supplémentaires et aides financières pour lesquelles le montant est soumis à barème (maximum égal à la moitié du plafond mensuel des ressources servant au calcul des cotisations).

S'agissant du service des affaires juridiques, la délégation est accordée pour :

- signer les quittances délivrées aux Compagnies d'Assurances Etrangères et aux administrations dans le cadre des dossiers recours contre tiers,
- exercer, à la suite des décisions de justice, toutes voies de recours opportunes,
- abandonner les dossiers recours contre tiers d'un montant inférieur à 7 622,45 € lorsque le recouvrement s'avère impossible,
- signer les contraintes délivrées dans le cadre de l'article L 133.4 du Code de la Sécurité Sociale,
- signer, en l'absence du directeur général, toutes plaintes ou saisines.

Madame Eliette GIRARD

Directeur de la prévention et des relations conventionnelles

Pour signer le courrier de toute nature ainsi que les ordres de recettes et de dépenses, sans limitation de montant, se rapportant aux secteurs d'activité qui lui sont confiés, à savoir :

- régulation,
- prévention,
- réseaux de santé,
- relations avec les professions de santé.

Monsieur Jacques KIAVUÉ

Directeur des ressources humaines

Pour signer l'ensemble du courrier et documents de toute nature, ainsi que les ordres de recettes et de dépenses, sans limitation de montant, se rapportant aux secteurs d'activité qui lui sont confiés, à savoir :

- la gestion des emplois et des compétences,
- le service de l'administration du personnel,
- le service de la formation professionnelle.

Monsieur KIAVUÉ reçoit délégation pour mettre en œuvre toutes les décisions prises par la direction dans le domaine de la politique des ressources humaines menée par l'organisme.

Monsieur KIAVUÉ reçoit délégation pour :

- siéger aux assemblées plénières du comité d'entreprise et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail,
- pour conduire les réunions mensuelles des délégués du personnel.

Il devra tenir informé le directeur général adjoint de l'ensemble des sujets traités dans le cadre de cette délégation.

Monsieur KIAVUÉ reçoit délégation de pouvoir pour présider le comité d'entreprise, en cas d'absence du directeur général adjoint.

Monsieur Jean-Paul VERGÉ
Secrétaire général

Pour signer le courrier de toute nature, ainsi que les ordres de recettes et de dépenses, sans limitation de montant, se rapportant aux secteurs d'activités dont la gestion lui est confiée, à savoir :

- logistique,
- services généraux, gestion immobilière décentralisée,
- projets immobiliers,
- budget et relations commerciales,
- marchés et contrats,
- gestion budgétaire informatique,
- hygiène, sécurité et conditions de travail.

S'agissant des marchés de travaux et de fournitures, cette délégation se limite aux seuls cas prévus par les textes en vigueur relatifs aux marchés des organismes de Sécurité Sociale.

Monsieur VERGÉ est habilité à procéder, sans limitation de montant :

- le cas échéant, à l'ordonnancement des dépenses pour les gestions budgétaires informatiques, action sanitaire et sociale, œuvres et prévention, éducation et informations sanitaires ;
- aux virements de crédits pour l'ensemble des gestions budgétaires de l'Organisme relevant de la compétence du directeur général.

Monsieur VERGÉ reçoit délégation de pouvoir pour présider le Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, en cas d'absence du directeur général adjoint.

Les présentes délégations cesseront de produire leurs effets pendant la suspension du contrat de travail des délégataires, au départ et/ou en cas de changement d'attribution du délégant ou des délégataires.

**Le Directeur général de la Caisse Primaire
d'Assurance Maladie de l'Essonne**

Signé Christian COLLARD

Le 1^{er} juin 2006

DELEGATION DE SIGNATURE TEMPORAIRE

En application des articles L211 2.2, D253.6 et R 211.1.2 du Code de la Sécurité Sociale, Monsieur Christian COLLARD, Directeur général de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de l'Essonne, donne, du 16 au 22 août 2006 inclus, délégation à :

Monsieur Patrice MELLIERE
Directeur des prestations individuelles

En l'absence simultanée du directeur général et directeur général adjoint, et en cas d'absence ou d'empêchement pendant cette même période du :

- directeur de la prévention et des relations conventionnelles,
- directeur de la réglementation et des prestations centralisées,
- directeur des ressources humaines,
- secrétaire général,

Monsieur MELLIERE reçoit délégation générale de signature pour signer le courrier de toute nature, ainsi que les ordres de recettes et de dépenses se rapportant aux secteurs d'activités des directions concernées, selon les termes fixés par les délégations accordées.

A noter que la délégation permanente de Monsieur MELLIERE accordée le 1^{er} juin 2006 reste entièrement valable pendant ladite période.

La présente délégation cessera de produire ses effets pendant la suspension du contrat de travail du délégataire, au départ et/ou en cas de changement d'attribution du délégant ou du délégataire.

**Le Directeur général de la Caisse Primaire
d'Assurance Maladie de l'Essonne**

Christian COLLARD

Le 16 juin 2006